

## Parti - Internationale - Etat : L'Etat soviétique

(QUATRIEME PARTIE)

CHAPITRE VII

Dans la troisième partie de notre étude destinée à traiter de l'Etat Soviétique, nous avons essayé de mettre en évidence la nécessité de réaliser une condition économique préjudiciable sans quoi toute l'évolution de l'Etat prolétarien était viciée dans ses fondements mêmes et il s'y serait vérifiée une défiguration progressive de l'Etat malgré les fonctions monopolistes que les formes spécifiques de la domination prolétarienne eussent conservées dans l'ordre économique aussi bien que politique. L'expérience est là pour nous prouver que l'inversion de la fonction politique de l'Etat russe, dans le domaine de la lutte ouvrière en Russie et dans le monde entier, de révolutionnaire en contre-révolutionnaire, a pu se réaliser sans que soient ébranlés ni le principe économique de la socialisation des moyens de production, ni le principe politique de la dictature du parti communiste. L'expérience nous prouve qu'il est parfaitement possible que les deux bastions de la dictature du prolétariat (socialisation et exclusivité monopoliste du parti communiste) puissent fort bien s'accompagner d'une altération profonde dans le mécanisme économique et politique lesquels ne changeront pas dans leur assiette basilaire mais se trouveront bouleversés quant à leur fonction politique et deviendront des facteurs de tout premier ordre aux mains du capitalisme international. Dans la mesure même où s'accroissent les succès industriels, c'est-à-dire les prémisses mêmes d'une économie socialiste, et où le parti lui-même parvenait à évincer les formes économiques capitalistes (koulaks et capital privé) jusqu'à pouvoir affirmer une exclusivité totale dans l'ordre politique, nous avons vu ce parti devenir un organisme totalitaire mais dans la direction opposée à celle qu'il aurait été possible d'inférer à première vue des succès industriels : la conservation du régime capitaliste mondial. Le parti bolchevik a donc pu réaliser ce qui semblait absurde et est parvenu à expulser, à la fois, les institutions économiques capitalistes, féodales et patriarcales, et le virus communiste du sein du prolétariat russe.

A plusieurs reprises nous avons réfuté la théorie soi-disant marxiste consistant à faire

dépendre mécaniquement et automatiquement toute l'évolution sociale du « deus ex machina » que serait le mécanisme économique et que dès lors il ne nous resterait — suivant l'expression d'Antonio Labriola — qu'à identifier ce mécanisme, pour repérer les fils le reliant à toute l'évolution sociale et à toutes les manifestations idéologiques au sein des classes ou de la société dans son ensemble. Dans les limites de cette étude nous devons nous borner à répéter les conclusions auxquelles nous étions arrivés en suivant d'ailleurs les traces de nos maîtres, de Marx, Engels, Lénine, et surtout d'Engels qui a le plus complètement traité ce problème. La théorie marxiste conduit à une synthèse de trois éléments : déterminisme économique, matérialisme historique et doctrine de la lutte des classes; les trois domaines, économique, historique et politique sont analysés non en fonction d'un seul instrument (le déterminisme économique) qui permettrait au prolétariat d'agir sur le terrain social, mais en fonction des trois critères essentiels, reliés intimement entre eux. Le déterminisme économique ne peut valoir, par exemple, pour guider le prolétariat révolutionnaire lequel du moment qu'il aurait fondé son Etat n'aurait qu'à étendre ses conquêtes industrielles pour emprunter la voie de la révolution mondiale. Pour en arriver à cette conclusion arbitraire il faudrait supprimer, dans le domaine historique et politique, les substantifs « matérialisme » et « lutte de classe », et y substituer celui de « déterminisme », ce qui nous conduirait directement au fatalisme économique. Par contre, l'essentiel de la théorie marxiste dans les trois domaines c'est leur interférence et nous devons porter notre attention exclusive sur le processus et non sur la forme du mécanisme social pour en entrevoir la tendance, et y placer la lutte du prolétariat. Aussi, le cours imprimé aux événements historiques et politiques ne dépend pas de la forme, de l'assiette économique de l'Etat prolétarien, mais de la nature de ce mécanisme lui-même. Les succès industriels de l'Etat soviétique, par exemple puisqu'ils se réalisent (ainsi que nous l'avons vu dans la troisième partie de ce chapitre) sur la base de la loi de l'accumulation capitaliste, d'une tendance qui est donc opposée aux lois d'une économie socialiste, peuvent parvenir à étendre les fondements de la socialisation des moyens de production (de la base

d'une économie prolétarienne) mais cela en altérant la fonction prolétarienne de cet Etat dans le domaine historique et politique. Pour nous servir d'une image qui permette de mieux définir le problème nous dirons que le marxisme, à l'encontre de toutes les autres théories sociales, dépasse les limites de la physique sociale tenant aux formes de l'organisation des sociétés, et entre dans le domaine de la chimie politique, pour reconnaître les actions et réactions sociales déterminées par l'intervention de forces qui peuvent ne pas altérer la forme du régime social mais n'en altèrent pas moins toute la nature et son poids dans l'évolution historique.

Nous avons déjà posé le problème : l'introduction de la Nep a-t-elle porté nécessairement une altération profonde à la politique de l'Internationale Communiste ? Pannekoek (1) avait mis en évidence, dès 1921, que le problème essentiel, aux conséquences inévitables consistait beaucoup plus dans ce qu'il appelait le changement intervenu dans le mécanisme interne de fonctionnement des partis communistes et de l'Internationale, que dans la modification qui se vérifiait en Russie au travers de l'installation de la Nep. Il s'agit maintenant de voir s'il est possible d'établir un lien d'inébranlable nécessité entre le renoncement au communisme de guerre et la politique décidée au 3e et 4e Congrès de l'Internationale (conquête des masses et gouvernement ouvrier) où la théorie de la conquête des masses devait miner les bases mêmes de la construction des partis communistes; où les bolchéviks défendront un procédé en opposition brutale avec celui qu'ils avaient appliqué en Russie et qui avait conduit à la formation du parti non au travers d'adjonction des tronçons d'autres organisations agissant au sein des masses, mais au travers du procédé sélectif de la lutte de fraction. A notre avis, ce problème sera d'autant mieux résolu si, au lieu de retirer des expériences, des hypothèses historiques dont la valeur nous semble être fort discutable, nous essayons d'établir les bases mêmes du problème. Les considérations exposées et expliquées nous permettent d'affirmer tout d'abord que s'il est faux de vouloir inférer une politique révolutionnaire des succès économiques et industriels de l'Etat prolétarien, il en est de même pour ce qui concerne cette position prétendant faire découler l'action communiste de l'établissement d'un rapport juridique entre les classes et l'appareil productif, d'établir la source de cette politique dans l'instauration, le maintien et l'extension progressive du droit de la classe ouvrière à disposer de l'ap-

pareil économique et de l'exclusion rigide des formes de la propriété privée. Les camarades hollandais (voir à ce sujet le résumé qu'a fait le Cde Hennaut de leurs positions et que « Bilan » a publié dans les numéros 19-20-21) soutiennent cette thèse centrale que l'instauration de la dictature du prolétariat ne peut se dissocier de la réalisation d'une possession réelle de la part des ouvriers des instruments de la production et de leur emploi successif. Or, bien que cette thèse puisse s'appuyer sur des nombreuses citations d'Engels surtout, il est certain que le fondement de la théorie marxiste ne se trouve nullement dans le domaine juridique (établissement d'un droit de disposition), mais dans le domaine du fonctionnement même du mécanisme économique. A tel point que s'il est parfaitement concevable que la classe ouvrière de Russie puisse se grouper enthousiaste autour de Staline pour défendre et étendre les bases du régime économique, il est tout aussi concevable que le droit de disposition s'affirme réellement, de la part des ouvriers et en une direction nullement révolutionnaire, mais contre-révolutionnaire. Car, dans ce cas l'éventuel sacrifice, même volontaire, des ouvriers abandonnant une partie toujours plus élevée de la valeur de leur travail ne cesserait pas de se manifester, dans le mécanisme économique, dans la direction de l'attribution à l'accumulation d'une partie dépassant la capacité contributive de la société et comportant, par cela même, une baisse des conditions de vie des travailleurs alors que le principe d'une économie socialiste consiste juste, ent dans l'élévation croissante et continue du standard of life des ouvriers; bref, en une loi qui est l'opposée de celle qui régit l'économie capitaliste et qui peut fonctionner même au sein d'un Etat ouvrier sans en altérer les bases de la socialisation des moyens de production. Il est évident que l'on pourrait objecter qu'une manifestation d'enthousiasme des ouvriers autour de la politique du centrisme ne serait que le résultat final de toute une œuvre qui a désarticulé profondément le prolétariat russe à tel point que l'on ne pourrait s'y fier. Mais notre considération porte non sur des éléments d'une contingence politique mais tend à établir que le fondement d'une économie ne réside point en un rapport juridique de libre disposition par les ouvriers des instruments de production, mais dans le mécanisme interne de fonctionnement de la production où intervient un critère de direction remplaçant celui de l'accumulation capitaliste. Ce n'est pas en faisant intervenir dans le domaine économique, un critère d'ordre juridique, que nous pour-